



L'aggravation des clivages communautaires

Une donnée irréductible

Les catégories politiques modernes se sont révélées insuffisantes pour rendre compte, à elles seules, du conflit libanais. A moins justement, d'isoler les séquences de cette guerre plurielle. Ce que font les discours sur la guerre, qui sont autant de discours de la guerre. On ne saurait pourtant faire abstraction des clivages confessionnels qui pour liés qu'ils soient aux structures sociales, n'en jouent pas moins un rôle autonome et décisif dans le conflit.

ON peut fort bien considérer que l'enjeu palestinien, c'est-à-dire régional, a déterminé les attitudes, décisives, d'Israël et de la Syrie. On peut également voir comment la question sociale a marqué les phases préliminaires du conflit et comment elle a dominé une partie substantielle des commentaires de la gauche. Toutefois, ce qui traverse la guerre de bout en bout, c'est bien la question confessionnelle. Des premiers enlèvements dits « à la carte (d'identité) », en mai 1975, à la bataille du Chouf, en septembre 1983 et à la révolte chiite de Beyrouth, en février 1984, l'antagonisme communautaire perdure et s'approfondit sans cesse jusqu'à donner lieu à un cloisonnement quasi territorial des « grandes » communautés.

Le civil et le religieux

Caractériser le conflit libanais par la seule dimension confessionnelle demeure cependant difficile, puisque les autres clivages n'ont jamais été oblitérés, tant s'en faut. Au contraire, ils sont aggravés ou, pour mieux dire, détournés par la détermination confessionnelle. Le fonctionnement du politique n'est pas freiné mais perturbé par quelque chose qui lui est *a priori* étranger. *A priori* seulement car il la construction étatique libanaise est constamment tendue par l'hétérogénéité du corps social, le grippage du mécanisme politique « moderne » relève bien du politique. Le dysfonctionnement que fixe la guerre civile — qu'avait toujours alimenté l'idéologie confessionnelle — ne signifie assurément pas qu'aucun fonctionnement normal n'est possible, mais que les instruments du jeu politique sont à affiner, voire à adapter. La guerre du Liban n'est en aucun cas une guerre de religion. On n'y débat pas de la sainte trinité ou du message coranique.



Là-dessus, il n'y a nulle contestation et l'on peut même dire que, de ce point de vue, il y a une grande tolérance. Si l'autre est combattu et, à l'occasion, massacré, ce n'est pas parce qu'il est infidèle, mais parce qu'il est vécu comme autre, historiquement séparé de son vis-à-vis. En ce sens, c'est en tant qu'entités civiles, que maronites, druzes, chiites ou sunnites se combattent.

En s'accordant en 1943 pour construire un Liban indépendant, chrétiens et musulmans n'ont pas renoncé à cultiver leur « différence ». Ils n'ont jamais considéré l'Etat-nation (qui ici plus qu'ailleurs fut d'importation) comme un horizon définitif de leur devenir. Dans cette perspective, l'idéologie de la double allégeance est un moyen sûr de préserver le cadre communautaire, en même temps qu'une négation pure et simple de l'esprit du Pacte national. En effet, aux vœux pieux des pères de l'indépendance, ramassés dans la formule « *ni rattachement à l'Occident, ni intégration dans l'ensemble arabe syrien* », répond durant trente ans la dialectique de l'isolationnisme et de l'arabisme.

Les maronites et l'Etat libanais

Le légalisme de la classe politique maronite s'éclaire à la lumière de cette dialectique, modulée en fonction à l'intensité des courants qui travaillent l'environnement arabe. La recherche d'une garantie communautaire restera l'obstacle majeur à l'édification d'un Etat moderne. Cependant, l'existence même de l'Etat né du mandat, avec tous ses défauts, était bien la meilleure garantie possible pour la communauté maronite. Traduite en termes d'idéologie par l'équation : « Liban = patrie et oeuvre des maronites », cette conception de l'Etat explique pourquoi le « parti chrétien » se posera constamment en défenseur des institutions. Ce faisant, il les discréditait toujours davantage aux yeux des autres partenaires, surtout quand, dans la réalité des faits, il n'acceptait pas que cet Etat ait tous les attributs de l'autorité — hormis ceux de la police — c'est-à-dire qu'il mène une politique de développement et de distribution équitable de la fortune, politique forcément intégratrice.

A cette idéologie toujours maintenue en retrait de la nécessaire intégration nationale, correspondra, dans la conduite de la guerre, une stratégie de repli : sanctuarisation du territoire, massification idéologique, épuration confessionnelle... Mais une telle stratégie ne représentait pas une rupture avec la ligne idéologique suivie. Au contraire, elle s'inscrivait, dès lors que l'Etat, garantie communautaire par excellence, risquait de perdre son âme, sous la pression d'une



société travaillée par les contradictions sociales et par le renouvellement de ses élites.

Les musulmans, le panarabisme et la question palestinienne

Chez les musulmans, l'attachement, par-delà l'Etat libanais, à des idéaux panarabes, allait de pair avec la volonté d'améliorer les conditions de vie au sein de cette entité « factice » toujours rejetée dans son essence, sinon dans sa réalité. Cette combinaison sera d'ailleurs à la base de l'expérience chéhabiste, après la première guerre civile de 1958. Mais dans les années 70, le désir de « mieux profiter de l'Etat » débordera l'économique et le social vers le politique. Ce dont il s'agissait alors, c'était d'une plus grande participation à la prise de décision pour les sunnites et de la reconnaissance de la plus grande communauté libanaise (ou supposée telle en l'absence de statistiques) comme partenaire à part entière dans le jeu politique. Ces aspirations étaient bien entendu confortées par la présence de la Résistance palestinienne, avec laquelle les « masses musulmanes » partageaient la référence à l'arabisme (à supposer que l'on tienne pour négligeable la solidarité religieuse).

De fait, la présence palestinienne agit non seulement comme un détonateur, mais aussi comme un révélateur de la fragilité de l'équilibre politique, et de la possibilité de le rompre. A partir de là, et par une « translation » bien utile, la guerre *civile* éclate après un incident mettant aux prises phalangistes et Palestiniens (l'épisode de l'autobus de Ain alRemmané).

En sens inverse, les aspirations de la gauche laïcisante seront surdéterminées par le clivage confessionnel, en raison notamment des ambiguïtés mêmes du discours et de la pratique de cette gauche. Si le problème confessionnel a constitué le terreau dont ont pu se nourrir toutes les contradictions sociales et régionales, il a surtout été, pendant dix ans, un carburant particulièrement efficace, à telle enseigne que c'est le seul qui justifie aujourd'hui la poursuite du conflit : il n'est plus question de révolution sociale depuis longtemps — pour autant qu'il l'ait jamais été — et le Liban a perdu, depuis la sortie de Yasser Arafat de Tripoli, une grande partie de son importance régionale.

Une logique globale

La pratique confessionnelle s'est traduite par les massacres nombreux perpétrés au Liban depuis 1975. Cette pratique a beau être traumatisante par elle-même, elle n'est porteuse de sens,



politiquement, que parce quelle est inscrite dans une logique globale. Cette logique, c'est le parti phalangiste qui va l'introduire, très tôt, et en harmonie avec sa stratégie de repli. Progressivement, le « pays chrétien » sera homogénéisé. Une grande partie du travail sera terminée durant la première phase du conflit, dite « guerre de deux ans ». Mais le processus se poursuivra jusqu'en 1980, avec l'homogénéisation politique du camp chrétien, sous la férule de Bechir Gemayel. Couronnant la massification idéologique que le parti des Phalanges avait su encadrer, voire susciter depuis 1975, la consécration de l'Etat-dans-l'Etat permettra paradoxalement de repartir à l'assaut de l'Etat central.

Dans l'idéologie quotidienne diffusée par l'encadrement de la communauté maronite, la place centrale est occupée par la montagne-asile, génératrice de la spécificité libanaise. La sanctuarisation du territoire à laquelle donne lieu le repli du parti chrétien permettra de reformer le mythe de la montagne comme « une colline assiégée », le quartier d'Achrafieh. Autour de ce mythe se développe un sentiment d'auto-défense qui renforce la massification de la petite et moyenne bourgeoisie chrétienne, en accentuant son particularisme. Dès lors, les bombardements, qu'ils viennent de Beyrouth-Ouest, des Palestiniens ou de l'armée syrienne, seront vécus comme le dernier épisode de la lutte séculaire qui, dans l'idéologie maronite, a toujours opposé l'environnement musulman aux moines guerriers de la montagne

Des divisions consacrées

Les effets de cette homogénéisation confessionnelle sur l'autre camp ne seront pas moins pervers. Massacres et contre-massacres consacrent les divisions communautaires au détriment du discours de gauche qui avait voulu s'y greffer. Après la défaite de la gauche en 1976 et l'assassinat de Kamal Joumblatt en 1977, le seul discours réellement mobilisateur devient le discours confessionnel. Cette période verra notamment l'ascension du mouvement Amal qui, pour une bonne part cueille les fruits des ambiguïtés de la gauche, notamment sur la question du Sud. Ambiguïtés d'ailleurs compréhensibles puisque la clientèle de cette gauche était essentiellement chiite (paysans, habitants des bidonvilles, enseignants).

La prééminence des particularismes communautaires éclatera au grand Jour, après le départ de l'OLP de Beyrouth. Se retrouvent alors, face à face, un pouvoir nouveau qui ne prend pas la peine de camoufler sa partialité et les communautés islamiques sur l'espace social desquelles les Forces libanaises cherchent à exercer une hégémonie négatrice. Après l'échec des projets américains et la reprise en main du jeu politique par la Syrie, le Liban atteint un point d'équilibre entre au



moins quatre grandes communautés (grandes par le poids plus que par le nombre puisque les grecs-orthodoxes et les grecs-catholiques sont très probablement plus nombreux que les druzes).

La compartimentation de la territorialité libanaise à laquelle le Sud, s'il était libéré, risque de ne pas échapper, était certes contenue en germe dans l'Etat du Pacte national. Toutefois, elle n'est advenue que parce que le carburant confessionnel s'est révélé suffisamment efficient pour traduire le morcellement confessionnel en une autonomie non dite des communautés.

Le point d'équilibre auquel les communautés sont parvenues laisse entier le problème de la construction nationale. Y a-t-on de part et d'autre définitivement renoncé ? Tout semble l'indiquer et, en premier lieu, l'absence d'un pôle hégémonique apte à unifier le pays. Mais, parce que la cantonalisation non avouée peut difficilement être consacrée par la loi, en raison des habitudes idéologiques ou des influences arabes, ce pôle peut encore être construit, si l'on se décide à travailler dans le long terme. Il reste à le construire, quitte à prendre acte de la nouvelle compartimentation de l'espace libanais.

Samir Kassir



Id-Reference	84-Pr-000595
Media (Support)	HC
Title	L'aggravation des clivages communautaires
Subtitle	Le civil et le religieux – Les maronites et l'Etat libanais – Les musulmans, le panarabisme et la question palestinienne
Section	Débats
Language	Français
Source	
Page	17 – 18
Date	No 2, automne 84
Author	Samir Kassir
Co-Author	
Keywords	
Persons	Yasser.Arafat – Kamal.Joublatt
Locations	Liban – Palestine – Israël – Syrie – Beyrouth – Chouf – Tripoli – Achrafieh
Dates	1958 – 1976 – 1977 ...:05:1975, ...:09:1983, ...:02:1984, 1943
Themes	Clivages.communautaires – conflit – Liban – guerre – bataille.du.Chouf – révolte.Chiite – communauté.maronites – druze – sunnite – chiite – religion – politique – guerre.civil – Syrie – indépendance – musulmans – chrétiens – Occident – isolationnisme – arabisme – question.palestinienne – expérience.chéhabiste – présence.palestinienne – autobus.Ain.Rémmané – armée.Syrienne – assassinat.Kamal.Joublatt – mouvement.Amal – gauche – Sud.Liban – OLP.Beyrouth -
Subject	Les catégories politiques modernes se sont révélées insuffisantes pour rendre compte, à elles seules, du conflit libanais. A moins justement, d'isoler les séquences de cette guerre plurielle. Ce que font les discours sur la guerre, qui sont autant de discours de la guerre. On ne saurait pourtant faire abstraction des clivages confessionnels qui pour liés qu'ils soient aux structures sociales, n'en jouent pas moins un rôle autonome et décisif dans le conflit.



Automne 84